



Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES – COOPÉRATION VOLONTAIRE

Poste :	Conseiller(ère) juridique volontaire- violences basées sur le genre
Lieu de travail :	Bamako, Mali
Durée :	Six mois
Date de début :	Octobre 2016
Langue de travail :	Français
Conditions :	Le mandat est de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme. Le mandat est non accompagné. Le/a coopérant(e) doit participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Contexte

Le projet « *Justice, prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali* » est mis en œuvre par le consortium formé d'Avocats sans frontières Canada (ASFC), le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP). Il vise l'amélioration de la protection des droits des enfants, des femmes et des collectivités pauvres et marginalisées, ainsi que le renforcement de la démocratie et de la primauté du droit par l'accès à la justice.

Sécurité

La sécurité des coopérants volontaires et des autres collaborateurs(trices) du projet est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires membres du consortium mettant en œuvre le projet JUPREC au Mali. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatriés, les coopérant(e) volontaires et le personnel en mission court terme. Le/la candidat(e) choisi(e) sera formé(e) en matière de sécurité et devra s'engager à respecter les mesures et protocoles en la matière. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, le consortium peut reporter ou annuler le déploiement du ou de la coopérant(e)s sélectionné(e), notamment pour des motifs liés à la sécurité.

Résumé du poste

Le/la conseiller(ère) juridique volontaire contribuera au développement de propositions législatives en matière de prévention et de répression des violences faites aux femmes en appui à la Commission de travail / Loi sur les violences basées sur le genre (CT/Loi VBG) au Mali. La CT/Loi VBG regroupe des organisations de la société civile malienne, dont les principales organisations de droits des femmes, et des organisations internationales et onusiennes qui ont décidé de fédérer leurs efforts en vue de l'élaboration d'un texte de loi sur les VBG et de la mobilisation sociale et du plaidoyer en support à l'adoption de ce texte.

Description du poste (sujet à changements mineurs)

- Participer à des activités de consultation et d'échange en vue de la définition des orientations et du contenu des propositions législatives, avec des citoyen(ne)s malien(ne)s, des représentants d'organisations maliennes ou des entités gouvernementales ;
- Effectuer des recherches et analyses juridiques ;
- Apporter une assistance technique à la formulation de propositions législatives en accord avec les normes internationales de non-discrimination, notamment en ce qui concerne les violences faites aux femmes et l'égalité entre les sexes ;
- Participer à des rencontres d'échange et de validation avec la Commission de travail / Loi contre les VBG au Mali, des partenaires stratégiques, et des représentants d'instances gouvernementales tout au long du processus de formulation des propositions législatives et en vue de l'adoption d'un projet de loi ;
- Participer à des activités de plaidoyer dans le processus de proposition et d'adoption du projet de loi ;
- Participer à des activités de sensibilisation et promotion des droits des femmes ;
- Réaliser toute autre tâche connexe nécessaire à l'atteinte des résultats.

Compétences requises

- Formation universitaire en droit ou dans un domaine pertinent ;
- Aptitudes confirmées pour la recherche, la systématisation et la rédaction juridique ;
- Connaissances en matière de droit international des droits humains et particulièrement en droit des femmes ;
- Excellentes aptitudes pour la communication orale et écrite en français ;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international ;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains, particulièrement des droits des femmes, et pour le renforcement des acteurs de la société civile ;
- Grandes capacités pour le travail d'équipe, entregent et intelligence interpersonnelle ;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées ;
- Disposition à autogérer son travail et capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travail sous pression, etc.) ;
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs des membres du consortium
- Indépendance et impartialité dans les affaires internes du Mali ;
- Maîtrise des outils informatiques de base (Word, Excel, Outlook) ;
- Capacité à appréhender et à comprendre les différences culturelles et les réalités socio-économiques d'un pays fragile ou en crise.

Atouts

- Formation en études féministes;
- Expérience pratique en matière de droit des femmes;
- Expérience de travail dans des fonctions similaires aux présentes;
- Maîtrise de l'anglais;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes vulnérables;
- Expérience de travail en Afrique de l'Ouest, de préférence au Mali;
- Connaissances du contexte social, économique et juridique du Mali.

Conditions d'admissibilité

- Les candidatures de citoyens canadiens et de résidents permanents au Canada seront privilégiées, mais d'autres candidatures pourront être considérées;
- Être couvert(e) par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ la semaine du 17 octobre 2016.

Processus de sélection

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent soumettre leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) **en français** avant le **dimanche 11 septembre 2016 à 23h59** par courriel.

Courriel : recrutement.pcv@asfcanda.ca – Svp inscrire comme objet du courriel « Conseiller(ère) juridique volontaire - Violences basées sur le genre Mali 2016 ».

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.